

# **SIVOM du CANTON DE WINTZENHEIM**

## **Projet de restructuration et d'extension du COSEC de Wintzenheim**

---

### **Marché de travaux Règlement de la Consultation – RC**

**Article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 - Procédure adaptée et négociation éventuelle**

*Architecte mandataire*

*BET structures*

*BET fluides – Performances environnementales - VRD*

*Economiste*

KAUFFMANN-WASSMER - Colmar

CEDER – Aspach-le-Haut

IMAE – Sélestat

KAUFFMANN-WASSMER - Colmar

*Contrôleur technique*

APAVE – Horbourg-Wihr

*Coordonnateur SPS*

APAVE – Horbourg-Wihr

*Assistant à maître d'ouvrage*

ADAUHR-ATD - Colmar

**Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :**

**Le 1er juin 2018 à 12 heures  
au SIVOM du canton de Wintzenheim**

**Date de la visite obligatoire du chantier pour les lots n° 02, 05, 06, 07, 09,  
10, 11, 12, 14 et 16**

**le mercredi 9 mai 2018 de 9 à 11 h**

**les mercredi 16, 23 et 30 mai 2018 de 14 h 30 à 16 h**

# Sommaire

<b>Section 1 : ACHETEUR PUBLIC.....</b>	<b>4</b>
Article 1.1 - Nom et adresse de l'acheteur public.....	4
Article 1.2 - Adresses auprès desquelles des informations complémentaires peuvent être obtenues.....	4
Article 1.3 – Dossier de Consultation des Entreprises - DCE .....	5
Article 1.4 - Adresse auprès de laquelle les candidatures et les offres doivent être envoyées.....	5
<b>Section 2 : OBJET DES MARCHES .....</b>	<b>5</b>
Article 2.1 - Description .....	5
2.1.1. Type de marchés.....	5
2.1.2. Marchés à tranches.....	5
2.1.3. Modification du marché ou prestations similaires .....	5
2.1.4. Description et objet des marchés.....	5
2.1.5. Lieu d'exécution des travaux .....	6
2.1.6. Division en lots.....	6
2.1.7. Options.....	6
2.1.8. Variantes .....	6
2.1.9. Garanties particulières pour matériaux et/ou procédés de type nouveau .....	6
Article 2.2 – Délais d'exécution .....	7
<b>Section 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE.....</b>	<b>7</b>
Article 3.1 - Conditions relatives au marché.....	7
3.1.1. Cautions et garanties .....	7
3.1.2. Modalités de financement et de paiement .....	8
3.1.3. Forme juridique du groupement d'entrepreneurs, le cas échéant.....	8
3.1.4. Dispositions relatives à la sous-traitance .....	8
Article 3.2. Conditions d'accès à la commande publique.....	8
Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. ....	8
3.2.1. Documents à produire .....	8
3.2.3. Autres documents .....	10
<b>Section 4 : PROCÉDURE .....</b>	<b>10</b>
Article 4.1 – Procédure adaptée - Négociation.....	10
Article 4.2 – Critères.....	11
4.2.1. Critères de sélection des candidatures (lors de l'ouverture des plis) .....	11
4.2.2. Critères d'attribution des offres .....	11
4.2.4. Déroulement de la négociation .....	12
4.2.5. Constatation d'erreurs en cours de vérification des offres.....	13
Article 4.3 - Remise d'échantillons ou de prototypes :.....	13
Article 4.4 - Renseignements d'ordre administratif.....	13
<b>Section 5 : AUTRES RENSEIGNEMENTS.....</b>	<b>13</b>

Article 5.1 - Modalités de remise et de présentation des candidatures et des offres .....	13
Article 5.2 – Compléments demandés au dossier de candidature.....	14
Article 5.3- Renseignements complémentaires.....	15
5.3.1. Sous-traitance .....	15
5.3.2. Précisions sur les conditions de la consultation.....	15
5.3.3. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières - CCTP .....	15
5.3.4. Modifications de détail au dossier de consultation .....	16
5.3.5. Mode d'établissement des prix.....	16
5.3.6. Propriété intellectuelle des projets .....	16
5.3.7. Passation éventuelle d'un marché de reconduction .....	16
5.3.8. Modification du marché.....	17
5.3.9. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	17
5.3.10. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail	17
5.3.11. Mesures particulières concernant la propreté du chantier .....	17
5.4. - Dispositions d'ordre général .....	17

## **Section I : ACHETEUR PUBLIC**

### **Article I.1 - Nom et adresse de l'acheteur public**

#### **SIVOM du canton de WINTZENHEIM**

3 rue Aloyse Meyer – 68920 Wintzenheim

Tél : 03 89 27 25 40 - Fax : 03 89 27 33 63

Email : [secretariat@sivom-wintzenheim.fr](mailto:secretariat@sivom-wintzenheim.fr)

Site internet : <http://www.sivom-wintzenheim.fr>

### **Article I.2 - Adresses auprès desquelles des informations complémentaires peuvent être obtenues**

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents peuvent s'adresser à :

*D'ordre administratif :*

#### **SIVOM du canton de WINTZENHEIM**

3 rue Aloyse Meyer – 68920 Wintzenheim

Tél : 03 89 27 25 40 - Fax : 03 89 27 33 63

Email : [secretariat@sivom-wintzenheim.fr](mailto:secretariat@sivom-wintzenheim.fr)

*D'ordre technique :*

#### Maître d'œuvre mandataire - Economiste de la construction - OPC

KAUFFMANN-WASSMER Architectes

52 rue du Prunier – 68000 Colmar

Tél. 03 89 23 78 42

Email : [kwarchitectes@wanadoo.fr](mailto:kwarchitectes@wanadoo.fr)

#### BET Structure

CEDER

535 rue Scheurer Kestner – 68700 Aspach-le-Haut

Tél. 03 89 37 40 79

Email : [ceder@betceder.com](mailto:ceder@betceder.com)

#### BET fluides – Performances environnementales – VRD

IMAAE

11 avenue Louis Pasteur – 67600 Sélestat

Tél. 03 88 57 90 08

Email : [secretariat@imaee.fr](mailto:secretariat@imaee.fr)

#### Bureau de contrôle technique

APAVE

4 rue de Bâle – 68180 Horbourg-Wihr

Tél. 03 89 21 60 60

#### Coordonnateur SPS

APAVE

4 rue de Bâle – 68180 Horbourg-Wihr

Tél. 03 89 21 60 60

## Article 1.3 – Dossier de Consultation des Entreprises - DCE

Les entreprises peuvent télécharger gratuitement le Dossier de Consultation sur le site internet du SIVOM : <http://www.sivom-wintzenheim.fr>

## Article 1.4 - Adresse auprès de laquelle les candidatures et les offres doivent être envoyées

Les candidatures et les offres doivent être envoyées à l'adresse de l'acheteur public citée à l'article 1.1., ou déposées, contre récépissé à :

**Madame la Présidente du SIVOM du canton de Wintzenheim  
3 rue Aloyse Meyer – 68920 Wintzenheim**

## Section 2 : OBJET DES MARCHES

### Article 2.1 - Description

#### 2.1.1. Type de marchés

La présente consultation est une procédure adaptée puis éventuellement négociée passée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

#### 2.1.2. Marchés à tranches

Les travaux comportent une seule tranche.

#### 2.1.3. Modification du marché ou prestations similaires

Les conditions d'exécution de ce nouveau marché sont précisées au CCAP.

#### 2.1.4. Description et objet des marchés

Le projet porte sur **la restructuration du COSEC existant et la construction d'une salle multi-sports.**

Les travaux concerneront :

#### **Restructuration du COSEC existant**

- Amélioration des conditions d'accès (signalétique), traitement des accessibilités handicapés dans les vestiaires (douches), création de places handicapés pour les tribunes.
- Réfection des peintures de la grande salle.
- Création de 35 m<sup>2</sup> de surface à l'étage.

#### **Construction d'une salle multi-sports :**

- Création d'une salle multi-activités avec du rangement adéquat, pour permettre une polyvalence d'utilisation.
- Potentiel de 400 m<sup>2</sup>, avec des rangements de 80 m<sup>2</sup> pour la gym et les tables de ping-pong et 2 vestiaires joueurs.
- Mur d'escalade scolaire sur un des murs,
- Aménagement du bureau du gardien en vigie à l'entrée.
- Traitement de la limite entre la façade et le plateau sportif.

- Traitement des accès et des cheminements piétons (scolaires, public, périscolaire).

La réalisation de l'opération s'étalera sur plusieurs exercices budgétaires et fera l'objet d'une tranche ferme.

### **2.1.5. Lieu d'exécution des travaux**

Localisation : 3 rue Aloyse Meyer – 68920 Wintzenheim

### **2.1.6. Division en lots**

Les travaux sont répartis en 17 lots désignés au CCAP

01	TERRASSEMENTS – VRD – AMENAGEMENTS EXTERIEURS
02	GROS-ŒUVRE – DEMOLITIONS / REPRISES
03	CHARPENTE BOIS
04	INFILTROMETRIE
05	ELECTRICITE
06	CHAUFFAGE - VENTILATION
07	SANITAIRE - ASSAINISSEMENT
08	ETANCHEITE / ZINGUERIE
09	BARDAGE METALLIQUE & TRANSLUCIDE SUR FACADES
10	MENUISERIE EXTERIEURE ALU / VITRERIE / VOLETS ROULANTS
11	MENUISERIE INTERIEURE
12	PLATRERIE / ISOLATION / FAUX-PLAFONDS DEMONTABLES
13	ISOLATION EXTERIEURE
14	CARRELAGE / FAIENCE
15	REVETEMENTS SOLS SOUPLES
16	PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES
17	MUR D'ESCALADE

### **2.1.7. Options**

Les options éventuelles sont décrites dans le CCTP et le DPGF.

L'étude de ces options est obligatoire. Elles devront être renseignées par l'entreprise. Les options sont décrites dans chaque lot.

### **2.1.8. Variantes**

L'entrepreneur doit étudier et chiffrer obligatoirement les prestations qui constituent la solution de base et qui sont prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ni les variantes, ni l'optimisation structurelle du projet, ne sont autorisées.

### **2.1.9. Garanties particulières pour matériaux et/ou procédés de type nouveau**

Les matériaux et/ou procédés de type nouveau non dotés d'un Avis Technique, seront acceptés sous réserves de répondre aux trois conditions ci-dessous :

1. Avoir fait l'objet d'un rapport d'enquête et technique nouvelle (E.T.N.) avec AVIS FAVORABLE validé par un contrôleur technique agréé et engagement de l'entrepreneur à respecter toutes les conditions formulées dans le rapport d'ETN
2. L'avis favorable du bureau de contrôle est donné pour une durée couvrant au minimum la période de garantie légale de l'ouvrage concerné
3. Le bureau de contrôle de l'opération émet un avis favorable sans réserve aux matériaux et/ou procédés proposés par l'entrepreneur.

## Article 2.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution estimatif des travaux sont les suivants :

Phase 1 – Extension - 14 mois y compris préparation – sept 2018

Phase 2 – Restructuration - 10 mois non continus avec un démarrage en juillet 2019 et une autre phase après la livraison de la phase 1 (voir planning)

Les délais d'exécution, fixés au planning prévisionnel des travaux et dans le cadre d'Acte d'Engagement, ne peuvent en aucun cas être changés unilatéralement par l'entreprise.

Les délais peuvent être réduits mais ne peuvent, en aucun cas, dépasser les “délais plafonds” fixés dans le calendrier général des travaux.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

## Article 2.3. – Visite obligatoire des lieux

La visite du site est obligatoire pour les lots :

- **02 Gros-Œuvre**
- **05 Electricité**
- **06 Chauffage – ventilation**
- **07 Sanitaire – Assainissement**
- **09 Bardage métallique et translucide sur façades**
- **10 Menuiserie extérieure alu, vitrerie – volets roulants**
- **11 Menuiserie intérieure**
- **12 Plâtrerie – isolation – faux-plafonds démontables**
- **14 Carrelage – Faïence**
- **16 Peintures extérieures et intérieures**

Pour cette visite, l'entreprise se rendra sur le site du COSEC – 3 rue Aloyse Meyer à Wintzenheim.

La visite est programmée

- **le mercredi 9 mai 2018 de 9 h à 11 h**
- **Les mercredi 16, 23 et 30 mai 2018 de 14 h 30 à 16 h**

Un récépissé de présence sera remis à chaque entreprise présente et sera à fournir dans l'offre.

## Section 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

### Article 3.1 - Conditions relatives au marché

#### 3.1.1. Cautions et garanties

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an. Les garanties qui s'appliquent, conformément aux articles 122 à 126 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sont celles de la retenue de garantie de 5 % : elle peut uniquement être remplacée par une garantie à première demande.

### **3.1.2. Modalités de financement et de paiement**

Conformément aux articles 127 à 131 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

### **3.1.3. Forme juridique du groupement d'entrepreneurs, le cas échéant**

Le groupement imposé après attribution sera un groupement solidaire d'entrepreneurs.

### **3.1.4. Dispositions relatives à la sous-traitance**

Conformément aux articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

## **Article 3.2. Conditions d'accès à la commande publique**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **3.2.1. Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire, concernant le lot pour lequel il participe, un dossier comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il doit également utiliser les formulaires DC 1 (lettre de candidature) et DC 2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

L'emploi des formulaires de type DC 1, DC 2 est souhaité. Ceux-ci sont téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

## **Pièces de la candidature**

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Les candidats doivent utiliser les formulaires DC 1 (lettre de candidature) et DC 2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat)
- Ils sont par ailleurs invités à remettre à l'appui de leur dossier de candidature une copie des attestations d'assurance « Responsabilité Civile » et « Décennale ».

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le cas échéant le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnel.



Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
- Des certificats de qualification.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

*Pour l'ensemble des lots :*

- **L'Acte d'Engagement et ses annexes : à compléter, dater et signer** par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché. Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (voir annexe du cadre d'Acte d'Engagement en cas de sous-traitance)
- **le Cahier des Clauses Administratives Particulières avec cachet et signature sur chaque pièce** : cahier ci-joint à accepter sans modification
- **Le Plan Général de Coordination – PGC**
- **Le calendrier général des travaux** dûment accepté et signé

*Pour chaque lot :*

- **le Cahier des Clauses Techniques Particulières avec cachet et signature sur chaque pièce** : cahier ci-joint à accepter sans modification
- **La Décomposition du Prix Général et Forfaitaire (DPGF).**  
**Cadre à compléter** en ce qui concerne les seuls prix d'unité et le prix total. Les quantités portées sur ces pièces sont fournies à titre indicatif et en tant que base de soumission. Les concurrents sont tenus d'en vérifier le bien fondé. Le total porté sur le devis estimatif et figurant à l'Acte d'Engagement représentera le prix global et forfaitaire.
- **Le mémoire technique à compléter**
- **L'attestation de visite obligatoire pour les lots concernés**

### 3.2.3. Autres documents

Le mémoire technique sera rempli selon le modèle-cadre joint à la procédure. Aucun autre mémoire technique ne sera pris en compte dans l'analyse et le classement des offres. Un mémoire justificatif des dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. La gamme et la marque seront à préciser obligatoirement par l'entreprise.

A ce document seront joints des documents explicatifs, notamment :

- des plans d'ensemble et de détail complémentaires explicitant les offres
- des indications concernant la nature exacte et la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants
- des indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés.

Sauf acceptation formelle du maître d'œuvre et du bureau de contrôle, tous matériaux ou procédés de mise en œuvre non traditionnels devront faire l'objet d'un Avis Technique du CSTB et être employés conformément aux stipulations de cet agrément.

**Nota important** : toutes les pièces devront être paraphées, signées et cachetées par l'entreprise

## Section 4 : PROCÉDURE

### Article 4.1 – Procédure adaptée - Négociation

Les marchés de travaux sont passés suivant la **procédure adaptée puis éventuellement négociés** selon l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Un avis d'appel public à la concurrence sera publié dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, et sur le site internet du SIVOM, <http://www.sivom-wintzenheim.fr> où les dossiers pourront être téléchargés gratuitement.

La collectivité n'est pas tenue de négocier, toutefois elle se réserve cette possibilité dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures selon l'article

premier de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015. La négociation ne peut être menée avec un candidat ayant remis une offre inappropriée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'acheteur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats ou attestations de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours. A défaut, le candidat classé immédiatement après sera sollicité pour produire les documents nécessaires à l'attribution de l'accord cadre et visés à l'article 55 dudit décret.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai. En l'absence de l'attestation d'assurance (responsabilité civile décennale) dans un délai de 5 jours à compter de la demande faite par la collectivité, l'offre du candidat retenu sera rejetée et l'offre suivante dans le classement des offres sera retenue comme attributaire.

## Article 4.2 – Critères

### 4.2.1. Critères de sélection des candidatures (lors de l'ouverture des plis)

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 44 et 48, du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ou qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

Les offres seront analysées économiquement par l'équipe de maîtrise d'œuvre. Courant cette analyse, le maître d'œuvre engagera la négociation avec les entreprises sur les différents points du marché.

Les critères de sélection des candidats sont les suivants :

- Garanties professionnelles et financières

### 4.2.2. Critères d'attribution des offres

Les critères, énoncés ci-dessous, permettent d'apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse :

- **Prix des prestations pondéré à 60 % (note de 60 sur 100 points)**

#### **Notation du prix des prestations**

Notation de 0 à 60 points suivant la formule :

$$(\text{Montant de l'offre la plus basse} / \text{montant de l'offre considérée}) \times 60.$$

S'il devait y avoir une égalité dans la notation finale, l'entreprise ayant la meilleure note technique sera mise en avant.

• **Valeur technique de l'offre pondérée à 40 % (note de 40 sur 100 points).**

Elle est évaluée par rapport au mémoire technique portant sur les moyens matériels et humains ; les mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier ainsi que les démarches de prise en compte de l'environnement, l'organisation du chantier, les choix des matériaux, ...

**Notation de la valeur technique de 0 à 40 points :**

- Références de projets de taille équivalente 10 points
- Moyens humains de l'entreprise affectés au chantier 3 points
- Effectifs et qualitatifs de l'entreprise affectée au chantier 4 points
- Moyens matériels destinés à la réalisation du chantier 3 points
- Organisation du déroulement du chantier 2,5 points
- Gestion des déchets 2,5 points
- Dispositions relatives à la sécurité sur le chantier 3 points
- Matériels et fournitures 12 points

**4.2.3. Evaluation des offres**

L'évaluation des offres sera établie selon les critères définis à l'article 4.2.2. Le classement final des offres sera établi en fonction de la note finale.

Elle est définie comme suit :

$\text{Note finale /100} = \text{note prix}/60 + \text{note valeur technique /40}$
--

Concernant la valeur technique, le soumissionnaire devra joindre à son offre :

- obligatoirement une documentation technique informant des caractéristiques dimensionnelles et des performances des appareils, appareillages et matériaux non usuels, permettant à la maîtrise d'œuvre d'évaluer la conformité aux minima demandés dans le DQE
- l'entrepreneur devra répondre au minimum aux demandes de références mentionnées au DQE.
- facultativement, un exposé des prestations offrant une qualité ou une performance supérieure à celle du DQE.
- le mémoire technique à remplir
- L'attestation de visite pour les lots concernés.

**4.2.4. Déroulement de la négociation**

L'acheteur se réserve le droit de procéder ou non à une négociation. Cette négociation pourra concerner soit tous les lots soit uniquement un certain nombre de lots que le Maître d'Ouvrage jugera utile.

Dans le cas où il décidait d'exécuter une négociation, il pourra déléguer à la maîtrise d'œuvre (architecte ou bureau d'études), le déroulement de cette dernière dans le respect du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Selon le cas, la négociation pourra se faire avec une, deux ou les trois entreprises les mieux disantes. Ou l'ensemble des entreprises ayant présentés une offre recevable.

Le candidat dont l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie, s'engage à procéder éventuellement à une mise au point des composantes du marché, sous réserve que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

#### **4.2.5. Constatation d'erreurs en cours de vérification des offres**

Pour le jugement de la consultation, le montant de l'offre qui figurera à l'acte d'engagement pourra être modifié. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), le montant porté à l'acte d'engagement sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres. Une annexe à l'acte d'engagement récapitulera les différentes rectifications apportées au prix global.

Il est précisé que les indications portées en lettres prévaudront sur celles portées en chiffres, que ce soit dans l'acte d'engagement ou dans la DPGF.

#### **Article 4.3 - Remise d'échantillons ou de prototypes :**

Sans objet.

#### **Article 4.4 - Renseignements d'ordre administratif**

##### **- Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :**

**23 avril 2018**

##### **- Date limite de réception des candidatures et des offres :**

**1er juin 2018 à 12 heures**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'œuvre. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : 120 jours.

Le délai de validité des offres est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **Section 5 : AUTRES RENSEIGNEMENTS**

#### **Article 5.1 - Modalités de remise et de présentation des candidatures et des offres**

Une seule enveloppe contiendra les documents relatifs à la candidature et à l'offre. Elle sera transmise avant le :

**1er juin 2018 à 12 heures**

avec les mentions suivantes :

**Offre pour les travaux d'extension du COSEC de Wintzenheim**

- Entreprise .....
- Lot n° ..... : libellé du lot .....

**Un pli ne contiendra qu'une seule offre**, les entreprises postulant pour plusieurs lots transmettront leurs offres sous plis séparés.

Les deux alternatives de remise des candidatures et des offres sont les suivantes :

- les plis, contenant les candidatures et les offres, **seront transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal** à l'adresse suivante :

*Madame la Présidente du SIVOM du Canton de Wintzenheim  
3 rue Aloyse Meyer  
68920 Wintzenheim*

- ou les **plis cachetés seront remis à l'adresse ci-dessous**, contre récépissé, établi par les services du SIVOM

*Madame la Présidente du SIVOM du Canton de Wintzenheim  
3 rue Aloyse Meyer  
68920 Wintzenheim*

**Heures d'ouverture du SIVOM (du lundi au vendredi)**

- Lundi au jeudi : de 9H à 12H et de 14H à 17H
- Vendredi : de 9H à 12H

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites visées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils restent responsables de l'acheminement de leur offre et qu'aucune réclamation ne sera admise en cas de retard dû à la logistique (Poste, ...).

**Article 5.2 – Compléments demandés au dossier de candidature**

Avant de procéder à l'examen des offres, le Pouvoir Adjudicateur qui constate que des pièces dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, demandera à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 72 heures suivant la réunion d'analyse.

L'offre ne sera pas admise si le candidat ne peut produire les certificats mentionnés aux articles 44 et 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. L'article 55 du décret ci-dessus sera appliqué.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **Article 5.3- Renseignements complémentaires**

### **5.3.1. Sous-traitance**

Toute sous-traitance devra faire l'objet d'un agrément préalable du maître d'ouvrage. Les sous-traitants devront être définis soit lors de la remise des offres, soit un mois avant le démarrage de leur intervention.

Si l'entreprise envisage, dès sa candidature, de sous-traiter une partie de ses prestations, elle devra joindre l'Acte Spécial annexé à l'Acte d'Engagement dûment rempli, accompagné des pièces relatives à l'offre demandées au CCAP.

### **5.3.2. Précisions sur les conditions de la consultation**

*Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Pilotage et Coordination*

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'architecte KAUFFMANN-WASSMER de Colmar. Il est chargé d'une mission de base incluant les études de diagnostic, les études d'exécution et de synthèse, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi sur la Maîtrise d'Ouvrage Publique du 12 juillet 1985 et les missions complémentaires d'OPC, de SSI, de simulation thermique dynamique RT 2012, de test d'infiltrométrie, l'assistance à l'établissement des dossiers de subvention.

*Contrôle technique*

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction. Celui-ci est confié à la société APAVE de Horbourg-Wihr, chargée d'une mission de type L, SEI + PS + HAND + F + LE + PI +, Av + Ph + Th + rédaction attestations Hand et parasismique + mission non normalisée de type PV + certificat de conformité Consuel + rapport de vérification initiale des installations électriques

*Coordination de sécurité et de protection de la santé*

L'ouvrage à réaliser est soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, résultant des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application n° 94 – 1159 du 26 décembre 1994. Cette mission concerne les phases de conception et de réalisation de l'ouvrage de catégorie 2. Elle est confiée au bureau d'études APAVE de Horbourg-Wihr.

### **5.3.3. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Techniques Particulières - CCTP**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des clauses techniques particulières sauf en ce qui concerne les marques et types de matériel proposés.

Les marques et/ou références qui seraient éventuellement mentionnées par la maîtrise d'œuvre dans les cahiers des clauses techniques particulières de chaque lot ne le sont qu'à titre indicatif dans la mesure où la description technique ne suffit pas à elle seule à fixer et à définir avec exactitude le niveau de prestation.

L'entreprise a toute liberté pour proposer des marques et références différentes de celles citées, à condition de proposer une prestation équivalente. Des documentations techniques, des propositions de l'entreprise devront obligatoirement être jointes à l'offre pour permettre à la maîtrise d'œuvre de juger

de la conformité des matériels et fournitures proposées ; les types de matériels et fournitures proposés devront obligatoirement être précisés par l'entreprise dans le cahier des clauses techniques particulières. Ces renseignements feront partie des critères de jugement des offres en ce qui concerne la valeur technique de l'offre.

#### **5.3.4. Modifications de détail au dossier de consultation**

Toutes modifications, ratures, ajouts, réserves sur les pièces contractuelles seront un motif d'élimination du candidat.

Quelles que soient les sujétions qui se présenteront en cours de travaux, le prix indiqué par l'entrepreneur adjudicataire sera considéré comme forfaitaire (sauf cas particulier précisé aux CCTP). Dans ces conditions, les prix unitaires devront tenir compte de toutes les sujétions. Cette clause est valable pour les travaux au forfait comme les travaux hors forfait s'il y a lieu. Ceux-ci ne limitent en aucun cas, dans l'éventualité d'erreurs de sa part, le travail dudit entrepreneur pour la nature des ouvrages définis au descriptif.

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaire au complet achèvement des bâtiments, conformément aux règles de l'art de bâtir et aux règlements en vigueur quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les entrepreneurs soumissionnaires doivent donc s'entourer de toutes les garanties nécessaires et en particulier :

- se rendre sur place afin d'effectuer toute reconnaissance, apprécier toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer du fait de la configuration des lieux, de la nature du sol et du sous-sol et du régime des eaux
- consulter les devis descriptifs des autres corps d'état afin que nulle imprévision n'apparaisse à l'exécution des ouvrages
- étudier les détails d'exécution
- en cas d'imprécision ou d'omission au devis descriptif, ce avant la remise de leur soumission, se faire préciser par le maître d'œuvre la nature de l'ouvrage qui sera exigé pour permettre le parfait et complet achèvement des constructions.

**Nota** : le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite pour la réception des candidatures et des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

#### **5.3.5. Mode d'établissement des prix**

Les prix seront établis en fonction des conditions économiques en vigueur cinq jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **5.3.6. Propriété intellectuelle des projets**

Les propositions techniques des candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

#### **5.3.7. Passation éventuelle d'un marché de reconduction**

Sans objet.



### **5.3.8. Modification du marché**

*Se référer aux dispositions prévues dans le CCAP.*

Selon l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le maître d'ouvrage pourra modifier le marché consistant en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu avec le titulaire ou à des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Le montant cumulé des modifications de marché ne pourra pas dépasser 50 % du montant du marché principal.

### **5.3.9. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

*Se référer aux dispositions prévues dans le CCAP.*

### **5.3.10. Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail**

Le chantier est soumis aux dispositions du décret du 8 janvier 1965, ainsi qu'à celles du CCAG.

*Plans d'hygiène et de sécurité*

Le chantier est, d'autre part, soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, transposant la Directive du Conseil des Communautés Européennes en date du 24 juin 1992, ainsi que de son décret d'application n°94 - 1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.

*Voies et réseaux divers*

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L 235-16 et R 238-40 à R 238-45 du Code du Travail concernant les voies et réseaux divers à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier proprement dit. Ces travaux seront exécutés pendant la période de préparation.

### **5.3.11. Mesures particulières concernant la propreté du chantier**

Les stipulations de la commune du lieu des travaux sont applicables. Le candidat devra consulter les services compétents de la commune avant remise de son offre, afin de tenir compte dans ses prix de tous les frais engendrés par l'application d'éventuelles mesures particulières.

## **5.4. - Dispositions d'ordre général**

L'instance chargée des procédures de recours et le service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Strasbourg du ressort duquel dépend le maître d'ouvrage :

*Tribunal administratif de Strasbourg  
31 avenue de la Paix – 67070 STRASBOURG  
Email : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr  
Tél. 03 88 21 23 23*

Fait à Wintzenheim, le 23 avril 2018

Le Maître d'ouvrage

Mme Lucette SPINHIRNY - Présidente du SIVOM